

Brexit: y a-t-il vraiment un gagnant?

Le 31 décembre 2020 s'est achevée la période de transition du Brexit*, laissant la place à l'accord régissant désormais les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Quel impact aujourd'hui, quelles projections pour demain ?

Interview de Philippe Marlière, professeur de sciences politiques à l'université de Londres, par Marie-Christine Vergiat, vice-présidente de la LDH.

Marie-Christine Vergiat : *peut-on déjà tirer un bilan du Brexit en termes de pertes ou de gains, tant du point de vue britannique qu'europpéen ?*

Philippe Marlière : le Royaume-Uni n'est plus soumis aux règles de l'Union européenne (UE) que depuis fort peu de temps. Il est donc trop tôt pour dresser un bilan. En fait, l'accord adopté l'a été « à l'arraché », à la dernière minute. Il est loin de tout régler. Des questions aussi importantes que les règles concernant l'industrie financière et les services ne sont pas intégrées dans l'accord. Cet accord est donc provisoire et devra être revu, pour tenir compte des réalités.

Le Royaume-Uni est un pays riche. C'était un des pays les plus riches de l'UE, et il n'était membre ni de la zone euro, ni de l'espace Schengen. Sa sortie aurait pu donc paraître une formalité, mais cela est loin d'avoir été le cas. Il a fallu remettre en cause d'innombrables accords et liens

tissés au cours des dernières années, et en évaluer toutes les conséquences.

Pour le moment, au quotidien, les Britanniques perçoivent surtout les inconvénients de cette sortie ; notamment une foule de formulaires à remplir ou des contrôles accrus aux frontières pour les entreprises, alors que le gouvernement britannique leur avait promis de les alléger, en sortant de la « bureaucratie européenne ».

La Covid-19 aggrave les choses, en raison des blocages aux frontières qui créent des problèmes insurmontables aux importateurs et exportateurs de denrées périssables. La Fédération britannique de l'alimentation et de la boisson a indiqué que l'on pouvait aussi bien attendre trois heures que cinq jours pour recevoir l'autorisation administrative de transporter des denrées du Royaume-Uni vers le continent, ou dans le sens contraire. Conséquence, nombre d'entreprises européennes ne veulent plus exporter vers le Royaume-Uni. Cette situation était prévisible mais, à défaut d'avoir mis en place suffisamment de personnel aux frontières, les goulots d'étranglement sont inévitables notamment pour les camions, bloqués pendant de longues heures.

Certaines dispositions de l'accord posent des problèmes avec les autres nations qui composent le Royaume-Uni, comme l'accord sur la pêche pour l'Ecosse, sans parler des difficultés en Ulster (l'Irlande du Nord). En effet, pour des raisons historiques liées aux années de conflit entre Irlandais autour de la question de l'appar-

tenance à la Couronne, l'Irlande du Nord fait toujours partie de l'Espace économique européen afin de ne pas réinstaurer une frontière physique entre les deux parties de l'Irlande. Cette frontière aurait en effet risqué de remettre en cause l'accord de paix signé entre unionistes, nationalistes et le gouvernement britannique en 1998. Mais la sauvegarde de l'accord de paix entraîne un problème nouveau : celui de l'acheminement des biens entre l'Irlande (dont l'Ulster) et le reste du Royaume-Uni.

Dans un tout autre domaine, celui de la coopération en matière de sécurité et de terrorisme, le Royaume-Uni sera le grand perdant. Il est probable que l'UE sera parfois réticente à répondre favorablement aux demandes britanniques concernant les informations contenues dans les banques de données européennes⁽¹⁾.

Quelles sont les conséquences sur le plan économique et, plus généralement, des échanges ?

Sur le plan économique, la sortie aura des conséquences négatives pour les Britanniques. Selon un certain stéréotype, le Royaume-Uni est un peuple de marchands, et son entrée dans l'UE était d'abord motivée par des raisons économiques : il voulait accéder à l'Espace économique européen. Or, la sortie risque de se traduire par des points de PIB en moins, un surcoût pour les consommateurs dans leur vie quotidienne, et, en fin de compte, de nombreux emplois perdus.

* Retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne ; abréviation créée par la contraction du mot *Britain*, Grande-Bretagne, et *exit*, sortie.

(1) Et ce d'autant plus que le Royaume-Uni avait une approche assez peu coopérative quand il était membre de l'Union.

(2) Notamment dans le discours républicain de gauche, en France.

(3) Quoi qu'on puisse penser des politiques économiques très souvent insuffisantes, voire mauvaises, de l'Union...

(4) Le plafond européen de quarante-huit heures par semaine risque d'être remis en cause, comme nombre de règles sanitaires et environnementales.

(5) Le maintien dans l'Union européenne.



© FOTO-RABE, LICENCE CC

En sortant de l'UE, le Royaume-Uni sera-t-il plus autonome ? Dans le monde d'aujourd'hui, en joignant ses forces, on gagne de l'autonomie, et même, en conséquence, de l'indépendance. C'est ce qui se passe pour les Etats membres de l'UE. En s'isolant, on s'affaiblit...

Il faut noter que la sortie du Royaume-Uni de l'UE n'a rien à voir avec le scénario d'un « Frexit » (pour la France) « de gauche », qui prévoirait de retrouver une « souveraineté populaire » perdue au sein de l'Union. Les Britanniques ne vont recouvrer aucune souveraineté populaire, puisque le Brexit est un projet concocté par les élites de droite et d'extrême droite, au profit d'elles-mêmes.

En réalité, l'entrée dans l'UE ne fait perdre aucune souveraineté aux Etats membres. Le terme de souveraineté est souvent confondu⁽²⁾ avec celui d'autonomie, qui permet d'agir comme acteur indépendant. En sortant de l'UE, le Royaume-Uni est redevenu, en théorie, un grand Etat indépendant, mais sera-t-il pour autant plus autonome ? Dans le monde d'aujourd'hui, en joignant ses forces, on gagne de l'autonomie, et même, en conséquence, de l'indépendance. Et c'est ce qui se passe pour les Etats membres de l'UE⁽³⁾.

Dans un monde d'échanges intensifs dans tous les domaines, on s'affaiblit en

s'isolant. Il n'existe pas de capitalisme national, celui-ci est au contraire de plus en plus mondialisé. Les travailleuses et travailleurs britanniques seront soumis aux mêmes règles néolibérales, et même à des législations qui peuvent exacerber le néolibéralisme et le recul des droits du travail par rapport à leurs homologues européens⁽⁴⁾. Même la crise sanitaire de la Covid-19 nous montre la nécessité d'une réponse globale tant au niveau sanitaire qu'au niveau environnemental, puisque l'une des causes du virus est sans doute la maltraitance environnementale.

C'est parce qu'ils l'ont bien compris que

la majorité des travaillistes et des organisations syndicales étaient contre le Brexit, comme nombre d'intellectuels de gauche les plus influents. Les journalistes de gauche radicale se sont prononcés en faveur du vote « *Remain* »⁽⁵⁾. Le Royaume-Uni risque de devenir un mini Etats-Unis, qui commercialise des veaux aux hormones et des poulets au chlore. Et même si les travaillistes revenaient au pouvoir, ils devraient composer avec le reste de l'économie capitaliste globalisée, sauf à devoir se transformer en Albanie, sous Enver Hoxha, ou en Corée du Nord actuelle.

Il ne peut y avoir de démondialisation que

« Tout n'est pas négatif, dans la mondialisation. Qui souhaiterait réduire ou interrompre les échanges économiques, culturels ou intellectuels ? La mondialisation, tout comme l'intégration, ne doivent pas être laissées aux mains des néolibéraux et de l'extrême droite. »

si d'autres pays accompagnent le mouvement en même temps. Or, même la Chine est en train de prendre le chemin inverse. Et nul ne peut croire que les Etats-Unis vont faire des cadeaux aux Britanniques. Même sorti de l'UE, le Royaume-Uni devra continuer de composer avec celle-ci, car elle restera son plus grand partenaire économique, avant tout pour des raisons de proximité géographique. Les Britanniques continueront leurs échanges avec l'UE mais sans pouvoir peser sur les décisions européennes⁽⁶⁾, en participant aux négociations.

Des études ont montré que le programme de l'ancien chef du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, pouvait être mis en œuvre à l'intérieur de l'UE, y compris ses propositions de renationalisation. A l'inverse, dans ce nouveau cadre, on peut se demander ce que ferait un gouvernement travailliste dans l'obligation de respecter les accords commerciaux du Royaume-Uni, sous l'égide de l'OMC⁽⁷⁾.

Les partisans du Frexit ont donc tendance à jeter le bébé avec l'eau du bain. Faire des comparaisons avec la Grèce d'Alexis Tsipras n'a aucun sens. En 2015, le FMI⁽⁸⁾, les institutions européennes et les pays de la zone euro ont fait pression sur le gouvernement grec en menaçant de lui couper les fonds, alors même que la majorité des Grecs ne voulaient pas quitter l'UE.

Certains, aujourd'hui, parlent de « démondialisation ». Qu'en pensez-vous ?

La mondialisation du commerce et des échanges existe depuis des siècles, même si elle a changé de nature au cours de ces dernières décennies. Parler de démondialisation ne conduit pas vraiment à proposer une nouvelle piste, mais plutôt à parler indirectement de « souveraineté nationale », par référence à ce que cette notion représente, dans le discours républicain de gauche.

Aujourd'hui, la souveraineté est devenue un terme très ambigu, nourri par la montée de l'extrême droite, du racisme, de la violence sociale et du nationalisme qui l'accompagne. On pourrait dire la même

« Les partisans du Brexit et du Frexit "de gauche" combattent l'UE pour assurer davantage d'égalité sociale et économique, une intention positive, bien sûr. Mais cette approche est réductionniste. La gauche ne peut pas se désintéresser des autres inégalités, comme le racisme ou l'approche ethnocentrée des migrations. »

chose avec l'instrumentalisation de la laïcité et de la République, à droite, à l'extrême droite, et parfois aussi à gauche. Tous ces termes font historiquement partie du patrimoine de la gauche, mais ils ont été récupérés et manipulés par l'autre camp. Nous avons besoin de parler avec des mots qui ouvrent d'autres horizons, d'aller sur d'autres terrains qui sont spécifiques à la gauche, comme la démocratie et la défense des libertés. Une gauche moderne devrait être capable de rester fidèle à son histoire, tout en traçant de nouvelles perspectives à l'aide de nouveaux outils conceptuels et idéologiques. Ajoutons que tout n'est pas négatif, dans la mondialisation. Qui souhaiterait réduire ou interrompre les échanges économiques, culturels ou intellectuels ? La mondialisation, tout comme l'intégration, ne doivent pas être laissées aux mains des néolibéraux et de l'extrême droite.

Les partisans du Brexit et du Frexit « de gauche » combattent l'UE pour assurer davantage d'égalité sociale et économique, une intention positive, bien sûr. Mais cette approche est réductionniste. La gauche ne peut pas se désintéresser des autres inégalités, comme le racisme ou l'approche ethnocentrée des migrations.

Cette approche fait penser à cette gauche d'antan – malheureusement elle existe toujours en partie – qui combattait les inégalités sociales, mais ne trouvait rien à redire au sexisme ou au racisme.

L'UE est en réalité une construction hybride : un mélange de fédéralisme et d'intergouvernementalisme. Ce sont les Etats qui décident des politiques menées

au niveau européen, par concertation. Nombre de politiques européennes ne sont que des copies conformes des politiques nationales, notamment en matière de politique monétaire. Mais nombreuses, aussi, sont les politiques qui restent des politiques nationales. Au bout du compte, c'est tellement plus facile pour un gouvernement national d'accuser l'UE quand les choses ne vont pas bien, même si celle-ci n'en est pas directement responsable !

Et qu'en est-il de la citoyenneté, des droits et de la liberté de circulation ?

La remise en cause de la liberté de circulation est sans doute l'une des conséquences les plus dramatiques du Brexit.

Du jour au lendemain, des femmes, des hommes qui circulaient librement entre le Royaume-Uni et le reste de l'UE vont devoir obtenir des visas pour résider dans un Etat membre ou au Royaume-Uni, au-delà de trois mois de séjour. Le passeport européen va disparaître pour les Britanniques, alors que c'était un premier pas vers une citoyenneté européenne. Une des premières mesures prises par le gouvernement pour montrer que les Britanniques avaient retrouvé leur souveraineté a été de revenir aux fameux passeports bleus. Or ceux-ci ont été fabriqués... aux Pays-Bas. L'accord de retrait a prévu un droit de résidence permanent (*settled status*) pour tous les nationaux des deux côtés de la Manche, au moment de la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Plus de trois millions de citoyens de l'UE vivent au Royaume-Uni, mais ils n'ont guère confiance dans les autorités britanniques. Ils craignent de devoir rester au Royaume-Uni sans pouvoir en sortir, ou de ne pas pouvoir partir vivre ailleurs longtemps, sans risquer de perdre leur autorisation de résidence. Et nombreux sont celles et ceux qui, par pragmatisme, décident de demander la nationalité britannique.

Parallèlement, il n'y aura plus de réciprocité en matière de droit de vote pour les élections locales, pour les résidents. Les citoyens de l'UE auront moins de droits, dans ce domaine, que les Irlandais ou les citoyens des pays du Commonwealth.

Finalement, on ne peut que se demander quel est l'idéal des représentants de la gauche qui se sont réjouis du Brexit, quand leur vision de la citoyenneté rejoint celle de la droite nationaliste... ●

(6) Pourtant, les Britanniques ont su très bien le faire. On se souvient de Margaret Thatcher exigeant et obtenant son rabais budgétaire : « *I want my money back.* »

(7) Organisation mondiale du commerce.

(8) Fonds monétaire international.